



CONFÉRENCE DE L'ONU SUR L'EAU
22-24 MARS 2023



RAPPORT RIOB



— **ONU** —
CONFÉRENCE SUR
L'EAU 2023

NEW YORK
22-24
MARS
2023

Ce rapport présente les messages clés et les recommandations de cet événement historique.
Le RIOB et ses partenaires ont contribué à faire de la gestion des bassins une priorité politique pour la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD).



Mme Alice Aureli, Cheffe Systèmes d'eau souterraine et eau pour les établissements humains, UNESCO (UNESCO-PHI) - M. Nizar Baraka, Ministre de l'Équipement et de l'Eau du Royaume du Maroc et Président du Réseau International des Organismes de Bassin (RIOB) - Dr. Eric Tardieu, Secrétaire général du Réseau International des Organismes de Bassin (RIOB) et Secrétaire général de l'Association internationale des ressources en eau (IWRA)

SOMMAIRE

3 INTRODUCTION

4 MISER SUR LES BASSINS DES FLEUVES, DES LACS ET DES AQUIFÈRES !

4 Faire confiance à l'approche par bassin pour accélérer l'atteinte des ODD !

5 Incuber des projets eau et climat à l'échelle des bassins :
une réponse au défi de l'adaptation

6 Intégrer eaux souterraines et eau de surface: pour une gestion conjointe de la ressource

7 COOPÉRER AVEC LES ÉTATS ET LES VILLES POUR AMÉLIORER LA GESTION DE BASSIN

7 S'engager pour une gestion concertée des bassins transfrontaliers

8 Renforcer le dialogue entre les villes et leurs bassins

9 RENFORCER LA SÉCURITÉ DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT

9 Mieux intégrer les politiques relatives à l'eau et à la nature

9 Accélérer la diffusion des solutions fondées sur la nature

10 CONCLUSION

11 Liste des engagements du RIOB du Programme d'action pour l'eau (Water Action Agenda)

INTRODUCTION

46 ans après la conférence de Mar del Plata en 1977, la conférence des Nations unies sur l'eau a constitué une occasion unique de progresser dans la résolution des problèmes les plus urgents liés à la crise mondiale de l'eau.

12

CHEFS D'ÉTAT

80

MINISTRES

7000

PARTICIPANTS

se sont joints à cet événement historique. Ils représentaient des gouvernements nationaux, des agences des Nations unies, des organisations internationales, des autorités locales, des donateurs, des ONG et des entreprises du secteur privé.

Depuis l'annonce de la conférence il y a cinq ans, le Réseau International des Organismes de Bassin a joué un rôle actif dans sa préparation en travaillant sans relâche avec ses membres (organismes de bassin nationaux et transfrontaliers du monde entier) et ses partenaires (agences des Nations unies, organisations internationales, ONG et banques de développement) pour mettre la gestion des bassins à l'ordre du jour.

L'obtention d'un segment politique de haut niveau consacré aux bassins lors du 9ème Forum Mondial de l'Eau à Dakar s'est avérée être une étape décisive pour garantir la prise en compte de la gestion par bassin comme priorité politique de la Conférence des Nations unies sur l'eau.

Au cours de cette semaine historique, le RIOB a organisé et est intervenu dans 13 sessions **pour partager les messages clés suivants pour accélérer la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD).**

Lisez ci-dessous nos messages clés et nos recommandations.



M. Jean Pierre Elong Mbassi, Cités et Gouvernements Locaux Unis Afrique (CGLU-Afrique) - Mme María Alexandra Moreira Lopez, Organisation du traité de coopération amazonienne (ACTO) - Mme Neeta Pokhrel, Banque asiatique de développement (BAD) - M. Nabil Ben Khatra, Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS)

MISER SUR LES BASSINS DES FLEUVES, DES LACS ET DES AQUIFÈRES !

Faire confiance à l'approche par bassin pour accélérer l'atteinte des ODD !

La gestion des bassins est importante, la gestion des bassins est efficace ! La gestion de l'eau à l'échelle de l'unité hydrologique, autrement dit du bassin hydrographique, est essentielle. Cette approche permet d'obtenir le diagnostic le plus précis possible de toutes les ressources disponibles ainsi que de toutes les pressions exercées par les utilisations de l'eau. Elle contribue à la sécurité de l'eau, bien sûr : après tout, tous les robinets d'eau potable dépendent en fin de compte des bassins des lacs, des rivières et des aquifères ! De plus, elle contribue à la sécurité alimentaire et énergétique.

EN SESSION RIOB



“

Mme Birgit Vogel, Secrétaire Exécutive, Commission internationale pour la protection du Danube (ICPDR)

« La GIRE crée un dialogue avec les usagers de l'eau. Elle facilite la mise en œuvre d'actions à l'échelle du bassin et, plus largement, la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. »

EN SESSION PLÉNIÈRE



“

Dr. Rabun Ouk, Ministre du Développement rural du Royaume du Cambodge

« La mise en œuvre efficace de la GIRE et des bassins hydrographiques au niveau national et dont la nature transfrontalière nécessite non seulement un cadre juridique et institutionnel, mais aussi des mécanismes de coordination plus solides et des actions participatives, responsables et collaboratives. »

La conception et la mise en œuvre des plans de Gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) au niveau du bassin sont efficaces, en matière de :

- coûts, les investissements dans les infrastructures sont réalisés en fonction du contexte hydrologique plutôt que sur la base de considérations purement administratives,
- connaissances, le partage d'informations entre les producteurs de données du bassin (y compris, mais sans s'y limiter, les réseaux de surveillance in situ et la télédétection telle que le satellite) et l'implication des usagers de l'eau dans les conseils de bassin améliorent le diagnostic de l'état des ressources en eau, et de
- gouvernance, la gestion participative du bassin permet de s'approprier les mesures adoptées.

Cette approche opérationnelle de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) permet de concrétiser les concepts de nexus et de source à la mer au niveau du bassin. Lancé par le RIOB lors du 9^{ème} Forum Mondial de l'Eau, parrainé par l'UNECE, l'OMVS, l'OMVG, la France, le Maroc, le Sénégal et la Suisse, le Plan d'Action de Dakar pour les bassins de fleuves, de lacs et d'aquifères, promeut cette approche de la GIRE au niveau du bassin. Il fournit la définition technique des principes d'actions et d'engagements nécessaires au renforcement de la coopération, de la planification, du cadre juridique et institutionnel des organismes de bassin ainsi qu'à la recherche de financements innovants.

[Rejoignez le plan d'action de Dakar pour les bassins dès maintenant !](#) Il rassemble déjà 91 signataires de 50 pays, mobilisés pour cet appel à l'action et pour accélérer la réalisation des ODD par les bassins et pour les bassins nationaux et... transfrontaliers !



M. Loïc Fauchon, Président du Conseil Mondial de l'Eau (CME) - M. Abderahim Birémé Hamid, Secrétaire Exécutif de l'Autorité du Bassin du Niger (ABN) - M. Teodoro Estrela, Directeur Général de l'Eau du Ministère de la Transition Ecologique et du Défi Démographique de l'Espagne

Incuber des projets eau et climat à l'échelle des bassins : une réponse au défi de l'adaptation

Augmentation de la fréquence et de l'intensité des inondations et des sécheresses, réduction du débit des rivières, dégradation des écosystèmes aquatiques, élévation du niveau de la mer entraînant la salinisation des nappes phréatiques côtières : l'eau est l'une des premières victimes du changement climatique. Investir dans l'eau et en particulier dans la planification de l'adaptation au changement climatique au niveau des bassins est donc une solution très efficace.

Cette réalité a enfin été reconnue dans les conclusions de la dernière conférence des Nations unies sur le changement climatique. Le Plan de mise en œuvre de la COP27 à Charm el-Cheikh « souligne l'importance de la protection, de la conservation et de la restauration de l'eau et des écosystèmes liés à l'eau, y compris les bassins fluviaux, les aquifères et les lacs, et invite instamment les parties à intégrer davantage l'eau dans les efforts d'adaptation ».

EN SESSION RIOB



“

M. André Viola,
Agence de bassin Adour-Garonne, France

« Les agences de l'eau françaises se sont engagées à soutenir 20 incubations dans le cadre des »100 projets eau et climat pour l'Afrique». Les incubations sont des moyens efficaces pour préparer les réponses aux impacts du changement climatique dans plusieurs bassins africains. »

EN SESSION PLÉNIÈRE



“

Mme Steffi Lemke, Ministre fédérale de l'environnement, de la protection de la nature, de la sécurité nucléaire et de la protection des consommateurs de l'Allemagne

« En tant que l'un des principaux donateurs dans le secteur de l'eau, l'Allemagne continuera à assumer ses responsabilités. Notre initiative internationale sur le climat soutient tout particulièrement la GIRE qui constitue l'une des mesures clés pour l'atténuation du changement climatique, l'adaptation à ce changement et la conservation de la biodiversité. »

À la suite de la Conférence des Nations unies sur l'eau, une priorité d'action pourrait être de combler le fossé entre les acteurs qui développent des idées de projets d'adaptation au changement climatique au niveau des bassins et les bailleurs de fonds pour le climat. Pour aider les projets d'adaptation à voir le jour, une plateforme d'incubation pour les projets liés à l'eau et au climat a été promue lors d'une session consacrée à la gestion intégrée des ressources en eau. Lancé lors de la Conférence des Nations unies sur le changement climatique COP22 (Marrakech, 2016), cet incubateur s'est largement concentré sur les projets d'adaptation au changement climatique sur le continent africain. Il soutient désormais le développement de projets dans le monde entier. Un appui technique et institutionnel est fourni par la plateforme. Après détection du projet, l'incubateur propose aux porteurs de projets de les aider à parvenir à une description claire du projet, de ses objectifs et de ses besoins et de se conformer aux procédures administratives des bailleurs de fonds pour accéder à la finance climat.



M. Eric Tardieu, RIOB - Mme Dinara Ziganshina, Scientifique de la Commission interétatique pour l'eau de l'Asie centrale pour l'eau d'Asie centrale - M. Daouda Samba Sow, Organisation pour la mise en valeur du fleuve Gambie



M. Olivier Thibault, Ministère de la transition écologique et de la cohésion territoriale, France - M. Serigne Mbaye Thiam, Ministre de l'eau et de l'assainissement, République du Sénégal - Dr. Anoulak Kittikhoun, Secrétariat de la Commission du Mékong (MRCs)

Intégrer eaux souterraines et eau de surface : pour une gestion conjointe de la ressource

« Eaux souterraines : rendre visible l'invisible » était l'une des ambitions des Nations Unies en 2022. Les eaux souterraines sont une ressource vitale. Elles fournissent près de la moitié de l'eau potable dans le monde et 40 % de l'eau d'irrigation dans l'agriculture. Le Sommet de l'ONU-Eau sur les eaux souterraines (décembre 2022, Paris) a rappelé ces réalités.

Lors de la Conférence de l'ONU sur l'eau à New York, le RIOB et ses partenaires (dont le Royaume du Maroc, l'Espagne, la Finlande, la France, le Sénégal, la Suisse, l'UNESCO, l'Association des ressources en eau interventionnelles, l'Organisation de mise en valeur du fleuve Sénégal, et l'Organisation de mise en valeur du fleuve Gambie) ont organisé un événement de haut niveau sur la « gouvernance durable des ressources en eaux souterraines »



“

M. Nabil Ben Khatra, Secrétaire exécutif, Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS)

« L'OSS promeut la gestion conjointe et durable des ressources en eau de surface et souterraines lorsqu'elles sont interconnectées et encourage la mise en place de cadres de gestion conjointe de ces ressources. C'est le cas, entre autres, du Système Aquifère Iullemeden - Taoudéni/Tanezrouft (ITTAS) (partagé par l'Algérie, le Bénin, le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Nigeria), du Sénégal-mauritanien et ceux de la sous-région de l'IGAD où coexistent à la fois les cours d'eau et les nappes interconnectés. »

EN SESSION PLÉNIÈRE

“

Mme Maritza Chan Valverde Ambassadrice et représentante permanente du Costa Rica

« Le Costa Rica encourage la GIRE de sorte que le cycle de l'eau - dans les bassins, les sous-bassins ou les aquifères - soit géré comme un système unique. À cette fin, la mise en œuvre de l'indicateur 6.5.1 est essentielle. »

pour maintenir cet élan politique et appeler à une plus grande intégration des ressources en eau dans les schémas de développement.

Le RIOB recommande que le mandat des organismes de gestion de l'eau par bassin couvre spécifiquement la planification et l'utilisation conjointe des eaux de surface et des eaux souterraines.



S.E. Hani Sewilam, Ministre des Ressources en Eau et de l'Irrigation, Egypte - Mme Johanna Sumuvuori, Vice-Ministre des Affaires Etrangères et Secrétaire d'Etat, Finlande - Mme Sandrine Rocard, Agence de bassin Seine-Normandie - M. Phetsamone Khanopet, Secrétariat de la Commission du Mékong

COOPÉRER AVEC LES ÉTATS ET LES VILLES POUR AMÉLIORER LA GESTION DE BASSIN

S'engager pour une gestion concertée des bassins transfrontaliers

Lors du sommet des Nations unies sur les eaux souterraines (7-8 décembre 2022, Paris), le plan d'action de Dakar pour les bassins a été suivi par une coalition spécifique : la Coalition pour la coopération dans le domaine des eaux transfrontières.

Les bassins transfrontaliers représentent 60 % des flux d'eau douce dans le monde. 3 milliards de personnes dépendent de leurs ressources en eau. La gestion de ces bassins transfrontaliers devrait être alignée sur les principes d'utilisation durable et équitable, de solidarité entre l'amont et l'aval et d'absence de préjudice. Dans un monde où les ressources sont limitées, la gestion coopérative des bassins transfrontaliers est essentielle pour relever les défis de notre époque : développement économique durable, santé humaine et environnementale, préservation de la biodiversité, adaptation au climat et atténuation de ses effets, réduction des risques de catastrophe et paix durable.

[La Coalition pour la coopération dans le domaine des eaux transfrontalières](#) rassemble 40 pays, des organisations d'intégration régionale et des organisations internationales, des institutions financières internationales, des ONG, des centres universitaires et de recherche. Elle encourage les engagements concrets pour soutenir l'avancement de la coopération transfrontalière dans le domaine de l'eau.

EN SESSION PLÉNIÈRE



“

M. Christophe Béchu, Ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, France

« A l'échelle du monde, on ne peut pas relever le défi systémique de la gestion de l'eau sur le long terme sans une action plus vaste et plus concertée, car l'eau et les pressions qui l'affectent ne connaissent pas de frontières. [...] Il nous faut tout d'abord continuer de promouvoir la gestion intégrée des ressources en eau et la coopération à l'échelle des bassins versants, en nous inspirant des bonnes pratiques sur les eaux transfrontalières. C'est pourquoi nous nous engageons à accompagner le développement des organismes de bassins transfrontaliers, notamment en Afrique, et à poursuivre notre appui à la Convention des Nations unies sur l'eau, qui offre un cadre juridique et institutionnel, ainsi que des outils précieux pour établir des coopérations. »

EN SESSION RIOB



“

Mme María Alexandra Moreira Lopez, Secrétaire Générale, Organisation du Traité de Coopération Amazonienne (OTCA)

« Le bassin amazonien est un système vaste, complexe et interconnecté, et les défis qu'il doit relever face à la triple crise planétaire du changement climatique, de la perte de biodiversité et de la pollution ne sont pas moindres. Ces défis ne peuvent être relevés que par la coopération à différents niveaux, y compris la coopération Sud-Sud, transfrontalière et internationale, qui a été ancrée dans l'esprit de l'Organisation du traité de coopération amazonienne. »

EN SESSION RIOB



“

M. Anoulak Kittikhoun, Directeur Général, Secrétariat de la Commission du Mékong

« Compte tenu de la géopolitique physique du bassin du Mékong et de la multitude d'acteurs ayant des perceptions différentes, une compréhension commune des principaux changements, de leurs moteurs et de leurs impacts est nécessaire pour la poursuite de l'action et de la coopération. »

Renforcer le dialogue entre les villes et leurs bassins

La majeure partie de la population mondiale vit déjà dans les villes. D'ici 2050, il y aura près de 6 milliards de citoyens, soit 70 % de la population mondiale.

Cette concentration des populations dans les zones urbaines crée de nombreux défis. Les villes sont des singularités dans un bassin hydrographique : elles sont à la fois une source de pression croissante sur les ressources en eau, une unité territoriale en demande de solutions d'adaptation au climat et un acteur puissant disposant de moyens importants. Le renforcement du dialogue entre les villes et les organismes chargés de la planification et de la gestion des ressources en eau à l'échelle des bassins versants est la clé d'une meilleure gestion des ressources en eau appelé le « Dialogue Ville-Bassin ».

EN SESSION RIOB



“

M. Jean Pierre Elong Mbassi,
Secrétaire Général de Cités et Gouvernements
Locaux Unis d'Afrique (CGLU-Afrique)

« Aux côtés des organismes de bassin, les gouvernements locaux doivent piloter la mise en œuvre de la politique d'économie bleue. Ce principe de subsidiarité devrait être appliqué partout où cela est pertinent. »

EN SESSION PLÉNIÈRE



“

Mme Beth Dunford, Vice-Présidente pour
l'agriculture, le développement social et
humain, Banque africaine de développement

« Pour promouvoir une approche de gestion intégrée des ressources en eau par bassin urbain et mettre en œuvre des mécanismes de solidarité amont-aval, la Banque africaine de développement soutient des mécanismes par lesquels les utilisateurs en aval compensent financièrement les utilisateurs en amont pour la conservation de l'eau ou la réduction de la pollution, également connus sous le nom de paiements pour les services écosystémiques. »

Le RIOB a travaillé avec l'OCDE sur ce sujet et a présenté cette vision commune lors de plusieurs sessions organisées par l'OCDE à la Conférence des Nations unies sur l'Eau. Le manuel sur les villes connectées au bassin, qui comprend déjà environ 40 études de cas du monde entier, publié par l'IWA et le RIOB pour aider à la prise de décision dans le renforcement de la connexion et de l'intégration de la ville avec son bassin hydrographique a été présenté lors de la conférence. Ce benchmark est toujours ouvert à de nouvelles études de cas !



Conférence sur l'eau 2023 de l'ONU, Événement parallèle de l'OCDE : Localiser l'économie bleue : Une approche ville-bassin

RENFORCER LA SÉCURITÉ DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mieux intégrer les politiques relatives à l'eau et à la nature

La crise actuelle de la biodiversité anthropogénique et la crise mondiale de l'eau sont fondamentalement liées. Pour réussir à résoudre les crises de l'eau et de la biodiversité, il faut reconnaître ces interdépendances dans nos politiques, qui sont encore très fragmentées. Ces politiques sont conçues en silos et souvent mises en œuvre à une échelle beaucoup trop limitée. Cela limite considérablement leur potentiel.

Pour faire la différence, il est nécessaire de développer une plus grande cohérence des politiques de l'eau et de la biodiversité et de mettre en œuvre des mesures ambitieuses pour l'eau et la biodiversité de manière systématique à l'échelle des bassins hydrographiques des lacs, des rivières et des aquifères.

EN SESSION RIOB



“

Mme Astrid Schomaker,
Directrice de la diplomatie verte et du
multilatéralisme, Direction générale de
l'environnement, Commission européenne

« Nous sommes dans une situation d'urgence planétaire et nous devons accélérer la mise en œuvre de solutions technologiques, naturelles et sociétales. Les solutions fondées sur la nature (SFN) - travailler avec la nature, avec les gens - ne sont pas une panacée - mais elles offrent de multiples avantages, à la fois pour eux et pour le climat. »

Accélérer la diffusion des solutions fondées sur la nature

EN SESSION PLÉNIÈRE

“

M. Gilberto Pichetto Fratin,
Ministre de l'environnement et de la
sécurité énergétique, Italie

« Dans le cadre de la GIRE et des solutions fondées sur la nature (SFN), nous travaillons sur le plus grand fleuve italien. Avec le projet «Renaturation du Pô», nous avons investi 357 millions d'euros dans la qualité de l'eau et la biodiversité. »



C'est l'objectif de la « Déclaration Eau et Nature » lancée lors du Congrès Mondial de l'Eau de l'UICN (Sept. 2021, Marseille) par le RIOB, l'Office International de l'Eau (OIEau), The Nature Conservancy (TNC) et le Conseil Mondial de l'Eau (CME).

Elle reconnaît qu'il n'y a pas de sécurité de l'eau sans sécurité écologique, et vice versa. et encourage le dialogue entre les communautés de l'eau et de la nature afin de rendre plus cohérentes les politiques de gestion de l'eau et de protection de la nature.

Il s'agit également d'un appel à l'action pour accélérer la mise en œuvre de solutions aquatiques fondées sur la nature, sous la forme de mesures de rétention naturelle de l'eau ([MNRE : SFN aquatiques promues par la Commission européenne](#) en tant que techniques efficaces utilisant les écosystèmes pour le stockage de l'eau). Ces solutions fondées sur la nature (SFN) sont des mesures sans regret qui offrent de multiples avantages lorsqu'elles sont planifiées en grand nombre à l'échelle d'un bassin : sécurité de l'eau, atténuation du changement climatique et adaptation à celui-ci, ainsi que préservation de la biodiversité.

[Rejoignez la déclaration sur l'eau et la nature dès maintenant](#) ! Elle rassemble déjà 100 signataires de 27 pays, mobilisés pour cet appel à l'action et pour accélérer le déploiement des SFN au niveau des bassins !



M. Mario Botion, Président du Consortium Intermunicipal des Bassins des Fleuves Piracicaba, Capivari et Jundia du Brésil (Consórcio PCJ) remettant le Certificat du Mérite Environnemental au Secrétaire Général du RIOB, Dr. Eric Tardieu

CONCLUSION

La Conférence des Nations unies sur l'eau de 2023 a permis à l'ensemble de la communauté de l'eau de participer à des réunions constructives, de renouer des dialogues physiques et de renforcer ou construire des liens avec ses partenaires.

Elle a également permis au RIOB de porter ses valeurs sur le devant de la scène internationale et de promouvoir ses messages clés, lesquels ont été largement relayés. Cela a été particulièrement le cas pour la coopération transfrontalière.

Dans son discours de clôture, Antonio Guterres, Secrétaire général des Nations unies, a appelé à placer l'eau « au centre de l'agenda politique mondial » : « la Conférence sur l'eau de 2023 a démontré une vérité centrale : l'eau - en tant que bien commun mondial le plus précieux de l'humanité - unit tout le monde et traverse un certain nombre de défis mondiaux. Tous les espoirs de l'humanité pour l'avenir dépendent, d'une manière ou d'une autre, de la définition d'une nouvelle voie fondée sur la science pour donner vie au programme d'action pour l'eau. Ils dépendent de la concrétisation des engagements inclusifs et orientés vers l'action, qui changent la donne, pris par les États membres et d'autres acteurs lors de cette conférence. »

Il a exhorté l'ensemble des acteurs à s'engager à nouveau pour un avenir commun : « Sans eau, il ne peut y avoir de développement durable », a souligné Antonio Guterres, faisant écho à la Déclaration sur l'eau et la nature. « Prenons les prochaines mesures dans notre voyage vers un avenir sûr pour tous », a-t-il encouragé, ajoutant que « c'est maintenant qu'il faut agir. »

Sa déclaration a été appuyée par l'annonce de la nomination éventuelle d'un envoyé spécial pour l'eau, la planification de réunions intergouvernementales régulières et l'adoption du programme d'action pour l'eau, un ensemble de plus de 700 engagements volontaires pris par les gouvernements et les parties prenantes en vue d'accélérer la mise en œuvre de l'objectif de développement durable n° 6 et d'autres objectifs et cibles liés à l'eau.

Ces mesures pourraient ouvrir des perspectives de renforcement de la coopération internationale dans le domaine de l'eau, car elles témoignent d'un engagement fort de la part des gouvernements et des parties prenantes de donner la priorité et d'accélérer l'action sur les questions liées à l'eau et d'œuvrer à la réalisation d'un objectif commun.



“

Eric Tardieu, Secrétaire Général du Réseau International des Organismes de Bassin (RIOB)

« La Conférence des Nations unies sur l'Eau a eu lieu : c'est un premier motif de réjouissance, 46 ans après la précédente. Les messages portés par le RIOB depuis près de 30 ans sont désormais bien intégrés et largement relayés dans les expressions et les débats, en particulier l'efficacité de l'approche par bassin et le bien-fondé d'une vision intégrée, couvrant les ressources en eau et les écosystèmes. Cette conférence pourrait entrer dans l'histoire comme le début d'une nouvelle phase, où l'attention et l'ambition politiques tant attendues seraient enfin accordées à l'eau. Mais ne laissons pas ce changement de paradigme au hasard. Nous sommes collectivement responsables des pages qui restent à écrire. »



“

Nizar Baraka, Ministre de l'Équipement et de l'Eau du Royaume du Maroc, Président du Réseau International des Organismes de Bassin (RIOB)

« La GIRE à l'échelle du bassin constitue aujourd'hui et plus que jamais une manière ingénieuse pour gérer conjointement et durablement les eaux souterraines et les eaux de surface. Je suis persuadé que le rôle des organismes de bassins deviendra plus important dans la mise en place de la GIRE dans le futur, particulièrement dans des circonstances hydriques tendues et surtout quand il s'agit des ressources transfrontalières. Les Organismes de Bassins à travers le monde, peuvent jouer un rôle de catalyseur dans la promotion d'actions intégrées et holistiques, parmi tous les intervenants dans le secteur de l'eau à l'échelle des bassins et des territoires, conduisant finalement à des sociétés plus durables et résilientes. »

Liste des engagements du RIOB du Programme d'action pour l'eau (Water Action Agenda)

ENGAGEMENTS DU RIOB

ENGAGEMENTS SOUTENUS PAR LE RIOB



Session du Hub Nature organisée avec The Nature Conservancy : « Solutions basées sur la nature : L'approche globale de la société »



UN
2023 WATER
CONFERENCE

NEW YORK
22-24
MARCH
2023

PROGRAMME DU RIOB

MARDI 21 MARS

Durabilité de l'eau grâce au nexus eau-énergie-alimentation et à une participation multisectorielle
avec le Consórcio PCJ

Table ronde des maires africains pour la sécurité de l'eau : Réunion avec les partenaires
avec l'OCDE/UCLG

MERCREDI 22 MARS

La durabilité dans la bonne gouvernance des ressources en eau souterraine
avec le Maroc

La nature comme solution globale de la société
avec The Nature Conservancy

La gestion intégrée des ressources en eau au niveau des bassins : les avantages de cette approche nexus pour accélérer la réalisation des objectifs de développement durable
avec la France

JEUDI 23 MARS

Coopération et participation sociale pour la gestion de l'eau
avec le Consórcio PCJ

L'eau pour la nature, la nature pour l'eau : Politiques, solutions et engagements en faveur du développement durable
avec International Association for Water Law

Trouver un équilibre entre protection et développement - L'eau au service de la prospérité rurale
avec GWP-China

S'engager à faire progresser la coopération transfrontalière en matière d'eau dans le monde entier pour le développement durable, l'action climatique, la stabilité et la paix
avec UNECE et Slovenia

BALI 2024:

Sur la route du 10ème Forum Mondial de l'Eau
avec le Conseil Mondial de l'Eau

VENDREDI 24 MARS

Localiser l'économie bleue : Une approche par ville-bassin
avec l'OCDE

Plateforme de l'eau Chine-Europe - comment la coopération entre les régions peut-elle améliorer la mise en œuvre de l'ODD 6 au niveau mondial et contribuer à la Décennie de l'eau des Nations unies ?
avec la République Populaire de Chine

Une approche ville-bassin pour la sécurité de l'eau en Afrique : Solutions et engagements
avec l'OCDE



Avec le soutien de



OFB
OFFICE FRANÇAIS
DE LA BIODIVERSITÉ